

ATTENTES DES UTILISATEURS POUR LA PERIODE 2014-2018
Selon les entretiens réalisés par le Cnis au 2^e semestre 2012
COMMISSION « SYSTEME FINANCIER ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE »

POUR DEBAT EN COMMISSION le 22 avril 2013

La préparation du moyen terme 2014-2018 s'inscrit dans un contexte d'essor de la mondialisation de l'économie et de crise économique et sociale, notamment en France.

Cette crise, que l'on a pu croire conjoncturelle et financière à ses prémices en 2008, s'avère plus longue et questionne désormais sur des origines plus structurelles : composition et organisation de l'appareil productif; ses relations au monde et ses facteurs de compétitivité.

La crise a notamment posé la question du **rapport entre l'économie « réelle » et la sphère financière**, avec deux interrogations principales :

- dans quelle mesure le pouvoir de décision échappe t-il à la gouvernance des entreprises au profit de logiques financières et spéculatives pas toujours maîtrisables ?
- quels sont les différents leviers du financement de l'économie et leurs effets ?

La crise a également engendré la préoccupation de disposer **d'indicateurs avancés, de signaux d'alerte**, qui pourraient révéler un risque de déconnexion entre ces deux sphères « réelle » et financière.

Dans ce contexte, les utilisateurs consultés s'accordent sur une **attente principale de mise en valeur et de plus large mise à disposition de l'information existante**, qui est déjà conséquente.

En ce qui concerne les attentes nouvelles en matière de statistiques financières, ou, du moins, qui semblent manquer aux yeux des utilisateurs, elles peuvent être classées selon les domaines suivants :

Le système financier

L'épargne des ménages et des entreprises

Le financement de l'économie

A - Le système financier

La connaissance du secteur financier, de son organisation et de ses activités, reste une préoccupation importante.

Elle suppose des avancées statistiques dans plusieurs directions :

- **Connaître les différentes activités bancaires et disposer d'une transparence accrue sur leurs données bilancielles**

Les travaux de l'Insee sur la transformation du système productif, la définition des nouveaux périmètres d'entreprise, ont retenu l'intérêt mais restent difficiles à appliquer dans le secteur bancaire. La poursuite **des travaux d'identification des groupes financiers** reste donc importante, tant des groupes ayant une activité en France (groupes français et leurs filiales à l'étranger) que des filiales en France de groupes étrangers.

Dans la suite du rapport du Cnis sur les **lignes de métiers bancaires**, présidé par Alain Duchâteau et dont l'apport est unanimement reconnu, il est notamment attendu :

- La disponibilité d'informations complémentaires (qualité des actifs, politiques de couverture...) **par sous-groupes d'activités homogènes, plus détaillés** que les trois métiers actuellement identifiables : banque de détail, banque de financement et d'investissement, gestion d'actifs.
- L'établissement d'un **compte d'activité de la banque de détail** en France

- **Mieux connaître les situations de risques systémiques**

Cette question reste sensible. Elle nécessite l'utilisation d'informations recueillies dans le cadre de la surveillance prudentielle et soulève la question de leur confidentialité.

Il est attendu en particulier une connaissance des **situations de liquidité bancaire**, à un niveau agrégé.

- **Disposer d'une description statistique du secteur des assurances distincte du secteur financier**

Il est demandé que le rôle de protection du secteur des assurances soit analysé en tant que tel car il est trop souvent assimilé dans les publications à un rôle de financement de l'économie avec le secteur financier.

Il est par ailleurs attendu une mise en relation et en cohérence de l'ensemble des **statistiques descriptives disponibles sur l'emploi et les rémunérations** (tous types de rémunérations, pour toutes les activités) dans ce secteur.

B - Les ménages et les entreprises non financières

L'épargne des ménages

Il est demandé que l'agrégat macroéconomique du taux d'épargne des ménages soit décomposé de manière à comprendre les différentes situations des ménages en matière d'épargne. En effet, il serait souhaitable de pouvoir analyser les composantes du taux d'épargne à partir des flux bruts, et des données individuelles de manière à pouvoir distinguer ce qui relève d'un comportement de désépargne, remboursement de prêts, d'un effort de placement. D'un point de vue prospectif, il serait utile de savoir si les ménages, et quels types de ménages, sont en situation de contrainte financière, voir de surendettement, pour l'avenir.

Autrement dit, il serait utile de pouvoir connaître les capacités d'épargne pour l'immobilier (en distinguant neuf et ancien) et les capacités de placement financier en distinguant les types de ménages (âge, type de familles, revenus, localisation en terme de type d'espace comme le périurbain...)?

Peut-on expliquer, voire anticiper les mouvements d'épargne des ménages entre différentes sphères (livret A, assurances vie, épargnes produits financiers, immobilier...) ?

Il serait pour cela nécessaire de **mettre en relation des données du secteur financier avec des résultats d'enquêtes sur le comportement des ménages** (enquête patrimoine...).

Mieux connaître l'épargne salariale, la distribution de dividendes et la contribution des accords participation-intéressement-actionnariat salarié à l'épargne salariale, par catégories d'entreprise.

Les entreprises non financières

- **Pour éclairer le débat public, il serait utile d'avoir un regard différencié sur les modalités de l'épargne, par type d'entreprises**, pour expliciter des comportements spécifiques, comme ceux des sociétés du Cac40 dont les profits peuvent ne pas être localisés en France et les entreprises résidentes.

- **Disposer d'une information détaillée par type d'entreprises du partage de la valeur ajoutée, du taux de marge.**

Le rapport « [Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France](#) » de JP Cotis (mai 2009) montre la très grande diversité des situations des entreprises. Les données à l'origine de ce rapport sont souhaitées de façon détaillée et régulière.

- **Etudier les facteurs de compétitivité**

C - Le financement de l'économie

Flux, origine/destination des financements

- **Prendre en compte la dimension internationale** des flux financiers liés à l'épargne

Connaître l'ensemble des investissements liés à l'étranger (entrants et sortants) et pas seulement les investissements directs (en ajoutant les investissements pas portefeuille), en fonction de leurs origines et destinations géographiques.

Qui emprunte ou prête, dans la zone euro ou hors de la zone euro ?

Comment l'Europe se finance et comment chacun des Etats se finance ?

- **Mieux connaître la destination finale des placements financiers** des entreprises et des ménages, par une meilleure approche des **chaînes de liens** entre institutions financières.

- **Mieux connaître les transactions sur les marchés financiers** (réglementés ou non) : volume, fréquence, coût de transaction, durée de détention, etc.

Le financement public

- Dans le domaine du financement public, disposer de statistiques permettant d'étudier les **possibilités** sur le long terme de financer les grands investissements publics tels que les grandes infrastructures ?

- Veiller plus spécifiquement au financement des collectivités territoriales et de leurs investissements. Il est souhaité une mise à disposition publique d'une information agrégée sur la **structure et les conditions d'endettement des collectivités locales**.

- Ceci rejoint le souhait de disposer d'un **compte des collectivités locales** différencié par type de collectivités (communal / départemental / régional)

Le financement des entreprises

Si des grandes avancées ont été faites en matière de connaissance du financement des entreprises ces dernières années, **une connaissance plus fine**, par taille d'entreprises, activité, région est souhaitée, pour identifier les disparités des **modalités d'offre et/ou des comportements de demande** selon des critères plus détaillés.

D - Améliorer l'accessibilité aux données

L'accessibilité aux données est une attente forte des utilisateurs.

Elle suppose plusieurs axes de progrès : la visibilité, la pédagogie, l'enrichissement et l'élargissement de l'accès aux données.

Quelques pistes de travail sont proposées pour cela :

- La mise au point d'un **tableau de bord du financement de l'économie**, rassemblant l'essentiel de l'information pour avoir une vision transversale de tous les aspects de ce financement.
- La construction d'un **répertoire des données statistiques relatives au secteur financier**, des domaines public et privé, sous la responsabilité partagée de tous les acteurs du domaine.
- La formalisation d'une **procédure d'habilitation pour l'accès aux données** sensibles selon un processus sécurisé.

Il est notamment attendu, la mise à disposition de certaines données ciblées par type de public :

- *Le grand public*

Les taux d'intérêt de certains placements (livret A) et celui des crédits à l'habitat, l'accès à ces derniers crédits, le surendettement

- *Les entreprises :*

Les taux d'intérêt des crédits, l'accès au crédit

- *Les décideurs, publics ou privés, nationaux ou locaux :*

Le financement de l'économie, le risque d'un éventuel rationnement du crédit, le surendettement des ménages, les arbitrages entre les différentes catégories d'épargne financière (assurance-vie...)

- *Les experts et chercheurs :*

L'accès à des bases de données individuelles